

dien. La question est purement académique puisque la réponse est évidemment qu'il n'a aucun projet de cet ordre à présenter à la Chambre. La plus grande erreur du gouvernement, à mon avis, c'est d'avoir entretenu l'idée que s'établir dans le Nord c'était aller braver privations et misère. D'après les concepts actuels du développement, ou plutôt à défaut de ceux-ci, cette conjecture est logique et valable. Il va de soi que si le gouvernement souhaite attirer dans le Nord les ressources humaines dont il aura besoin pour son développement, il doit prendre un certain nombre de mesures d'encouragement. Parmi celles-ci, les principales doivent être d'ordre fiscal afin de compenser la pénalisation économique que représente l'établissement dans le Nord. J'emploie le mot «pénalisation» bien à dessein car dans l'état actuel des choses où le prix du beurre, du pain et des autres aliments essentiels, sans parler des produits de luxe, est de deux fois ou plus ce qu'il est plus au sud, on peut invoquer des motifs économiques fondamentaux pour demander un allègement fiscal.

Certains croient que la différence de rémunération dans le Nord compense amplement le coût plus élevé des aliments, des vêtements et d'autres articles. Il n'en est pas ainsi, et il faut se rappeler que les traitements supérieurs sont soumis à une plus forte imposition, de sorte que le revenu net ne dédommage pas nécessairement ni pleinement de la perte nette de traitement que subissent les résidents du Nord.

Outre les exemptions fiscales de ceux qui s'établissent dans le Nord, le gouvernement doit envisager des moyens d'y rendre la vie plus utile et plus intéressante. Sauf erreur, l'Union soviétique a fait preuve d'une attitude beaucoup plus progressive dans l'expansion de ses régions septentrionales et nous pourrions profiter de son expérience et de ses réalisations. A ce propos, le premier ministre M. (Trudeau) qui doit bientôt se rendre en Russie, devrait discuter avec les autorités de ces questions et des problèmes auxquels le gouvernement soviétique s'est heurté dans l'expansion des terres du Nord.

Je pense que nous n'aurons jamais de croissance soutenue dans le Nord si nous ne commençons pas à y fonder des centres entièrement intégrés. Cela signifie que les résidents doivent avoir accès à une vie culturelle bien établie. Si l'on songe sérieusement à développer le Nord, comment peut-on s'attendre que les gens qui s'y établiront consentiront à être privés de la radio, de la télévision, du théâtre et d'une gamme modeste bien qu'en expansion de spectacles divers ainsi que de toutes les autres institutions culturelles et éducatives qui marquent nos municipalités du Sud et qui rendent nos centres urbains si attrayants pour nos gens. Les temps où le développement du Nord se faisait au prix de durs sacrifices sont disparus depuis longtemps et le gouvernement s'est rendu compte, du moins je l'espère, qu'une mentalité de frontière ne contribuera aucunement au développement de nos régions septentrionales.

● (5.30 p.m.)

Dans la discussion de l'aménagement de nos régions nordiques, nous abordons un problème plus moderne et plus à propos qui n'a commencé à capter notre attention que ces toutes dernières années mais dont nous aurions

dû nous rendre compte bien avant cela. Il s'agit des problèmes écologiques que peut susciter le peuplement du Nord. A mon avis, il est tout aussi important, sinon plus, que le gouvernement se livre à des études permanentes et approfondies des problèmes de l'environnement et de l'écologie que susciterait l'aménagement du Nord comme il se préoccupe des problèmes de pollution de nos terres côtières par les pétroliers marchands. Le pergélisol du Nord, qui comporte des problèmes de drainage et d'absorption des déchets, et la vulnérabilité de la toundra font un impératif de l'application de nos meilleurs ressources et esprits scientifiques à l'étude de l'incidence d'un fort peuplement humain dans le Nord avant d'encourager un grand nombre de personnes à s'y établir, car il faut prendre des précautions pour régler les problèmes qui surgiront à n'en pas douter. Écologie et pollution sont des termes modernes dans notre vocabulaire, mais les conséquences de notre refus de leur accorder la considération qui leur est due pourraient bien se révéler à l'avenir aussi dévastatrices que les pestes et autres grands fléaux l'ont été pour les générations passées.

Tout spécialement, monsieur l'Orateur, j'ai deux propositions que le gouvernement devrait, à mon avis, s'empresser de réaliser immédiatement si le développement du Nord lui tient vraiment à cœur. D'abord, le temps me semble opportun de transformer en province le territoire du Yukon ainsi que celui du Mackenzie. Il est temps que les habitants de ces deux territoires soient libérés de leur état semi-colonial pour jouir de tous les droits et avantages de l'état provincial. A mon avis, l'effet psychologique d'une telle mesure de la part du gouvernement suffirait à lui seul à attirer plus de gens dans ces régions.

Ensuite, je prie aussi instamment que possible le gouvernement de reconsidérer et de retirer les taxes minières et les redevances accrues que le nouveau projet de loi concernant les minéraux du Yukon imposera sur l'exploitation minière au Yukon. Si ces mesures onéreuses devenaient loi, peu d'autres mesures seraient en ce moment plus préjudiciables au développement du Nord.

Monsieur l'Orateur, en résumé, je me contenterai de dire que j'appuie la motion parce que le gouvernement s'est montré négligent à tous points de vue dans l'élaboration d'une politique du Nord, comme j'ai tenté de l'esquisser dans mes quelques remarques.

M. P. M. Mahoney (secrétaire parlementaire du ministre des Finances): Monsieur l'Orateur, comme il ne reste que quelques instants avant le son du timbre, il m'est impossible de parler de toutes les questions soulevées dans la motion, de l'amendement dont nous sommes saisis ainsi que de tous les autres problèmes que suscitent la politique concernant le Nord et son développement.

M. Baldwin: Il vous faudrait une heure pour défendre le gouvernement.

M. Mahoney: Néanmoins, je voudrais aborder quelques questions. En premier lieu, je constate que lors du débat déclenché par les députés de l'opposition, il y a quelques semaines, sur le pipe-line de la vallée du Mackenzie sur l'amendement néo-démocrate concernant certains aspects de l'environnement, on a traité cette question de façon approfondie et appropriée. Si les députés avaient suivi le